

**PRÉSIDENTE**

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

N° 3632-2019/ARR/DENV

du : 29 NOV. 2019

AMPLIATIONS

Commissaire déléguée	1
Commune de Nouméa	1
JONC	1
Archives NC	1
DENV (BGD + BICPE)	2
Intéressé	1

**ARRÊTÉ**

**mettant en demeure la société ROBEX SARL de régulariser la situation administrative et technique de la station de transit et de traitement de déchets industriels, sis 1 rue Papin, Ducos, commune de Nouméa**

**LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD**

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code de l'environnement de la province Sud ;

Vu l'arrêté n° 3007-2011/ARR/DIMEN du 8 novembre 2011 autorisant la société Robex SARL à exploiter une station de transit et de traitement de déchets industriels, sis 1 rue Papin, Ducos, commune de Nouméa

Vu le compte-rendu de visite d'inspection réalisée le 15 février 2019 ;

Vu le rapport n° 6464-2019/3-ACTS du 31 octobre 2019 ;

Considérant l'information donnée à l'exploitant dans le compte-rendu de visite d'inspection réalisée le 15 février 2019 sur l'éventuelle mise en demeure encourue si celui-ci ne répondait pas à l'inspection des installations classées dans les délais impartis;

Considérant qu'il a été rappelé à l'exploitant de respecter les prescriptions techniques visées dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter n°3007-2011/ARR/DIMEN du 8 novembre 2011 ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** La SARL Robex, exploitant d'une station de transit et de traitement de déchets industriels, sis 1 rue Papin, Ducos, sur la commune de Nouméa, est mise en demeure de transmettre, sous un délai d'un (1) mois, un porter à connaissance indiquant les modifications des activités réalisées sur cette installation depuis la délivrance de l'arrêté d'autorisation susvisé ainsi que la liste des déchets nouvellement acceptés.

**ARTICLE 2 :** La SARL Robex, sis 1 rue Papin, Ducos, sur la commune de Nouméa, est mise en demeure de transmettre, sous un délai de deux (2) mois :

- La liste des substances susceptibles d'être présentes sur le site ;
- Le rapport de vérification électrique de 2018 ;
- Le plan d'urgence ;
- Le plan des réseaux ;
- Les résultats d'analyses des eaux résiduelles ;
- Une copie du registre d'admission de déchets de 2018.

**ARTICLE 3 :** La SARL Robex doit, sous un délai de deux (2) mois, mettre en place les tests d'identification rapide des déchets entrants ou , le cas échéant, faire une demande de dérogation justifiée.

**ARTICLE 4 :** La SARL Robex doit mettre en place la procédure de détection de la radioactivité sur les déchets entrants et la fournir, sous un délai de deux (2) mois, à l'inspection des installations classées.

**ARTICLE 5 :** A l'expiration des délais indiqués pour les prescriptions fixées par le présent arrêté, faute pour l'exploitant d'avoir satisfait de manière suffisante à cette prescription, il peut être fait application des sanctions prévues aux articles 416-1 et 416-2 du code de l'environnement, indépendamment des suites pénales qui peuvent être exercées.

**ARTICLE 6 :** Les délais sont décomptés à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera transmis à Madame la commissaire déléguée de la République, publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie et notifié à l'intéressée.

Pour la Présidente et par délégation,  
La directrice de l'environnement



Karine LAMBERT

NB : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la réception de cet acte, pour contester cette décision devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».